

Influence de l'audit interne sur la gestion des ressources financières dans les administrations publiques du Bénin

Influence of internal audit on the management of financial resources in the public administrations of Benin

NONKOUDJE S. Guillaume

Docteur en Sciences de Gestion

Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

et Université de Liège (Belgique)

Laboratoire de Recherche sur les Performances et Développement
des Organisations (LARPEDO)

dr.nonk37@gmail.com

TEKPANZO K. Louis

Enseignant-Chercheur

Université de Parakou (Bénin)

Centre de Recherche en Entrepreneuriat, Croissance
et Innovation,

tepan2000@yahoo.fr

Date de soumission : 30/06/2022

Date d'acceptation : 11/09/2022

Pour citer cet article :

Nonkoudjè S. G. et Tèkpanzo K. L. (2022) « Influence de l'audit interne sur la gestion des ressources financières dans les administrations publiques du Bénin », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 3 : Numéro 10 » pp : 1-25.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Les audits effectués au Bénin ont révélé de part et d'autre de mauvaise gestion des ressources financières puisque la gestion axée sur les résultats affiche un signe négatif et entorse le développement durable. A cet effet, ce papier vise à apprécier l'effet de l'audit interne sur la gestion des ressources financières dans les administrations publiques au Bénin. Dans une démarche méthodologique à la fois qualitative et quantitative, nous avons enquêté les cadres avec un échantillon est constitué de 90 personnes prises dans 30 administrations publiques au Bénin. L'analyse des données a été faite par la régression, l'analyse bivariée et les tests de khi-deux pour faire ressortir les liens qui existent entre les variables. Les résultats montrent que l'inefficacité du contrôle interne, le non fonctionnement de l'audit interne et la non application de la fonction d'audit interne ont une influence négative sur la gestion des ressources financières allouées aux administrations publiques au Bénin. Cette recherche va réguler le problème de l'inefficacité du dispositif d'audit interne, de malversations ou détournements persistants au sein de ces administrations du Bénin afin que son image de haut lieu de corruption et de gestion peu efficace soit corrigée.

Mots clés : Audit interne ; management ; ressources financières ; Bénin

Abstract

The audits carried out in Benin have revealed on both sides poor management of financial resources since results-based management shows a negative sign and distorts sustainable development. To this end, this paper aims to assess the effect of internal audit on the management of financial resources in public administrations in Benin. Using a methodological approach based on qualitative and quantitative data, we surveyed managers. Thus, our sample is made up of 90 people taken from 30 public administrations in Benin. The data were analyzed using regression, bivariate analysis and chi-square tests to highlight the links between the variables. The results show that the ineffectiveness of internal control, the non-functioning of internal audit and the non-application of the internal audit function have a negative influence on the management of financial resources allocated to public administrations in Benin. This research will regulate the problem of the ineffectiveness of the internal audit system and the persistent embezzlement or misappropriation within these administrations in Benin so that its image as a hotbed of corruption and inefficient management is corrected.

Keywords : Internal audit; management; financial resources ; Benin

Introduction

L'environnement économique mondial caractérisé par des crises ces dernières décennies, a placé la bonne gouvernance au sein des administrations publiques au cœur des préoccupations dans le monde entier. De plus, le scandale de la Grèce en 2015 nous a prouvé la possibilité de faillite d'un Etat. Ce scandale a accru les appels de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) et des bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) en faveur de l'intégrité, la transparence et la responsabilité dans la gestion des programmes et services de l'Etat. L'on note aussi l'impact de la crise financière mondiale sur les entreprises dans divers secteurs d'activité et qui a amplifié la faillite de la banque Lehman brothers en 2008 aux Etats-Unis dont se pose la question de fiabilité de l'information donnée aux tiers sur les comptes d'une organisation et de la garantie qu'apporte l'audit quant à la sincérité de ses comptes.

En effet, le Bénin a trimbalé une crise financière, économique et parfois sanitaire, depuis 1989 qui ne cesse d'avoir une influence profonde sur les administrations publiques et trouve la nécessité de faire recours à des audits internes efficaces (Togodo Azon, 2020 ; Boullanger, 2013). Les audits effectués ont révélé de part et d'autre de mauvaise gestion des ressources financières puisque la gestion axée sur les résultats affiche un signe négatif et entorse le développement durable. Ceci fait preuve de conflits entre les parties prenantes. Selon De Visscher, les attentes vis-à-vis des services publics en termes de qualité et de productivité imposent à ceux-ci une maîtrise sempiternellement accrue de leur fonctionnement interne. La crédibilité et la légitimité de l'action administrative sont intimement liées à la performance de l'organisation. C'est dans ce contexte que, l'audit interne s'est vu attribuer une place de choix parmi les techniques et les outils devant permettre une amélioration de la gestion des organisations publiques. Il correspond ainsi à une fonction indéniable appelée à jouer un rôle important au service des administrateurs et des dirigeants à divers niveaux. Il rassure ceux-ci sur la qualité des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques (Abdennebi, 2020).

Des scientifiques s'intéressent à la question compte tenu de son importance. Selon Sterck et al. (2006), le service de l'audit a évolué de la simple vérification des comptes à un test du mécanisme de contrôle interne, de la gestion des « risk » et de la gouvernance d'entreprise dans les administrations publiques. En effet, la gestion peu efficace voire le gaspillage des deniers publics et la dette croissante de tous les Etats qui en est la conséquence, souligné par l'actualité, rend favorable l'intégration de l'audit interne (AI) au sein des administrations publiques.

Outre des querelles idéologiques et rancunières, l'obligation pour l'Etat de dépenser moins et mieux, ne fait pas de doute pour le peuple, quel que soit le régime politique. L'audit interne est une nécessité pour toutes les entreprises publiques en général et pour les administrations en particulier. Pour Cohen (2010), « même si l'audit est issu d'une philosophie libérale et anglo-saxonne, il est utilisé aujourd'hui en Chine comme en Russie, en Afrique comme au Moyen Orient, sans aucune réticence ». L'incertitude des données et des résultats, aux variations de la conjoncture économique et sociale rend le responsable de l'entreprise comme un pilote d'avion (Kagho Nanda, 2009).

L'Etat béninois a connu d'énormes malversations au sein de ses administrations provoquées par des détournements persistants. Les audits effectués ont révélé de part et d'autre de mauvaise gestion des ressources financières puisque la gestion axée sur les résultats affiche un signe négatif et entorse le développement durable. Pour mesurer et remédier aux éventuels écarts pouvant exister entre la réalité et ce que prescrivent les procédures opérationnelles, des services d'inspection (IGM, IGE, ...) et des services ou missions d'audits sont institués. L'inspection n'a pas à interpréter les procédures de contrôle mais simplement à en garantir l'application correcte éventuellement par le biais de sanctions. A cela vient s'ajouter le contrôle de gestion dont la raison d'être est de s'assurer que les activités vont bien dans le sens qui permettra à l'organisation d'atteindre ses objectifs. Cette problématique qui suscite beaucoup d'intérêts nous amène à poser la question de savoir : En quoi l'audit interne peut influencer la gestion des ressources financières allouées aux administrations publiques au Bénin ? A cet effet, cet article se propose d'apprécier l'effet de l'audit interne sur la gestion des ressources financières dans les administrations publiques au Bénin. Il comporte trois (03) sections comme suit :

- La première section est consacrée à la revue de littérature,
- La deuxième aborde la méthodologie de la recherche
- La troisième section présente les résultats et les implications théoriques et managériales.

1. Revue de littérature

1.1 Clarification conceptuelle

1.1.1 Aperçu historique de l'audit interne

L'adoption de la régulation et du contrôle des comptes sont des pratiques historiquement anciennes et datent de l'Antiquité. Au début du moyen âge, les sumériens ont mesuré l'importance de la nécessité de contrôle de la comptabilité des agents (Vlaminick, 1979). Un

système de contrôle par recoupement qui consiste à analyser la fiabilité d'une information parvenue de deux sources d'enregistrements indépendantes.

Deux millénaires avant Jésus Christ (3000 B.C), les précurseurs (Sumériens) s'impliquent sur l'importance de fixer une information objective entre partenaires économiques (Kahn, 2003). Pourtant, le terme « audit » a précisément connu son apparition sous l'empire romain et plus spécifiquement à partir du 3^{ème} siècle avant J-C avec un sens plus large (Raffebeau, Dubois et Menoville, 1984). De latin « audire », le mot audit est employé par les romains pour désigner un contrôle au nom de l'empereur sur la gestion des provinces. Ce contrôle s'est développé plus tard avec l'effort des anglais et ses objectifs se sont principalement centrés sur la détection de fraude, d'une manière graduelle vers la recherche d'erreurs puis à la dissimulation d'opinion sur la validité des états financiers, enfin sur leur régularité et sincérité. Mais, à partir du 20^{ème} siècle, les législateurs ont instauré des dispositifs de contrôle des firmes par des prestataires extérieurs surtout quand les entreprises s'agrandissent. Le fonctionnement de l'audit constitue un travail d'investigation qui examine les procédures administratives, comptables, ou bien d'autres, pour mettre les parties prenantes en confiance (Kahn, 2003).

En tant que fonction dans une entreprise, l'audit interne est apparu aux États Unis après la crise de 1929. La crise finie, les auditeurs ayant beaucoup d'expérience dans les domaines comptables se sont imposés. C'est en ce moment que la fonction d'audit interne a pris naissance. Sous ce 21^{ème} siècle naissant, l'audit semble être une branche transversale au cœur des problématiques des managers. C'est en ce sens que l'audit, face à certains besoins, s'est élargi à des disciplines connexes qui sont indispensables avec la progression et l'accroissement de nouveaux systèmes de traitements de l'information. Il convient de replacer, brièvement, l'audit par rapport aux autres fonctions essentielles du management de l'organisation, et de préciser en particulier la différence entre cette notion et celle du contrôle.

1.1.2 Concept de l'audit interne

L'audit interne selon IIA (1999) : « est une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise des opérations, lui apporte des conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide cette organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle, de gouvernement d'entreprise, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité ». C'est la célèbre et officielle définition de l'IIA.

Plus courte, selon IFACI « l'audit interne est la révision périodique des instruments dont dispose une entreprise pour contrôler et gérer une entreprise ». Cette définition fait l'objet de plusieurs polémiques.

Ainsi que l'a fort judicieusement observé Vaurs, la définition officielle est avant tout volontariste ; cela dit elle montre plus ce qui doit être que ce qui est, d'où un certain temps de décalage probable avec la réalité. Mais en revanche on identifie clairement le chemin à suivre. Cette définition insiste sur l'idée d'indépendance des professionnels du métier et son caractère objectif. Soulignons que ces principes donnent aux auditeurs internes la possibilité d'accomplir la mission par la certitude de la qualité de leurs travaux et donc l'assurance. En terme clair, l'audit interne doit constituer le processus par lequel l'entreprise s'assure que le fonctionnement de l'entreprise est bien maîtrisé ainsi que les risques auxquels elle doit faire face sont compris et gérés de façon appropriée, Sillero (2000). Ceci nécessite alors plus de diligence exercée par les auditeurs internes. Par ailleurs, sous prétexte de plusieurs divergences, bons nombres de chercheurs pressentent que « l'audit interne » peut faire la place « aux cabinets d'audit externe ». Mais, la perspective de Renard s'oppose avec le vocable « interne » emprunté à la notion d'audit. Dans ce sens, l'on comprend de l'audit interne par « activité » et non pas par « fonction », car une activité est plus élémentaire qu'une fonction et place de ce fait son responsable dans une position subalterne. Parmi les différents types d'audit, nous en répertorions trois principaux types à savoir : l'audit financier, l'audit opérationnel et l'audit juridique. L'audit comptable et financier est une analyse des états financiers de l'entreprise, ayant pour objectif de vérifier leur sincérité, leur régularité, leur conformité et leur aptitude à refléter l'image fidèle de l'entreprise. L'audit opérationnel est comme l'évaluation professionnelle des informations relatives à la gestion de chaque fonction d'une entité quelconque en vue d'énoncer sur ces informations une opinion responsable et indépendante, par référence aux critères de particulier en vue de la prise de décision (Dayan, 1999).

Les autres définitions plus récentes de l'audit interne que l'on peut trouver sont notamment celle de l'Autorité des Marchés Financiers inspirées largement des définitions de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), et du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) ou, dans le monde public, celle de l'Union européenne arrêtée dans l'avis de la Cour européenne des comptes sur le « Contrôle unique ».

1.1.3 Ressources financières

Les ressources financières des administrations publiques communément appelées recettes de l'État correspondent à l'ensemble des ressources à sa disposition pour la mise en œuvre des politiques publiques.

Chaque année, elles sont synthétisées dans le budget de l'État qui distingue les recettes fiscales des recettes non fiscales. Les recettes ou ressources sont des biens, des services ou des capitaux dont l'Etat peut disposer. Les recettes sont des opérations qui augmentent la valeur nette des administrations publiques. Au sein de l'Etat c'est un concept qui renvoie à tout ce qui de près ou de loin contribue à gonfler les caisses de l'Etat. Cependant quelles sont ces ressources dont l'Etat dispose qui lui permettent de répondre aux exigences budgétaires et d'où proviennent-elles ? Dans le cadre d'un Etat économiquement constitué, l'analyse est d'autant plus intéressante qu'elle nous permettra d'une part à travers la présentation de la fiscalité comme principale source de revenu de l'Etat générant des ressources fiscales, et d'autre part à travers la présentation des autres ressources de l'Etat d'origine différente de la fiscalité, classées quant à elles dans la catégorie des ressources non fiscales, de mieux cerner la provenance des revenus soumis à la gestion de l'Etat.

Le budget de l'État béninois est une prévision des dépenses et des recettes de l'État, voté chaque année par le parlement dans une Loi de Finances. Il ne comprend pas ainsi les budgets des collectivités territoriales (Régions, communes...), ni celui des organismes de sécurité sociale, mais il prend en charge les retraites des fonctionnaires publics d'État. C'est un dispositif essentiel de structuration et de pilotage des Finances publiques et un élément structurant de la démocratie représentative. En effet, il permet aux représentants élus par la population de peser et d'en contrôler les recettes (par le vote de l'impôt qui est de sa compétence exclusive) ainsi que les dépenses (pertinence et orientation des sommes disponibles à ce titre). Il est un instrument financier au service du gouvernement permettant la réalisation de projets.

1.2 Contributions antérieures

1.2.1 Valeur ajoutée de l'audit interne et management des ressources financières

Les personnels de l'audit interne doivent cultiver le leadership en conciliant, dans les plans d'audit la conformité à la réglementation et la création de valeur. Egalement, ils se retrouvent dans l'obligation de former de futurs leaders. Bota-Avram (2008) précise que « la valeur a fourni en améliorant des occasions d'atteindre des objectifs d'organisation, en identifiant l'amélioration opérationnelle, et/ou en réduisant l'exposition de risque par l'assurance et les services de conseil ». Selon l'IIA (2011), la valeur ajoutée par l'audit interne va dépendre de sa perception d'intérêt à l'organisation.

Celle-ci sera bien évidemment appréhendée différemment, selon les profils propres à l'organisation et à l'activité d'audit interne en elle-même, les lois et réglementations en place ainsi que les particularités de la structure de corporate governance. De plus, les différents personnels des entreprises, ont insufflé un mouvement d'évolution de la profession, et celle-ci a dès lors connu, ces derniers temps, de nombreux remaniements afin d'accroître son intérêt et son avantage, et diminuer le risque de survenance des événements. Au fil des années, l'auditeur interne a peu à peu perdu sa « réputation » de policier, d'examineur, d'inspecteur, pour être plutôt considéré comme une personne venant en aide à l'entreprise, afin de conserver ses actifs et réduire et surtout maîtriser au maximum les risques pouvant toucher l'organisation. C'est cette proximité avec l'organisation même, avec ses procédés et ses ressources humaines, tout en maintenant une indépendance nécessaire, qui font de l'audit interne, une véritable valeur ajoutée. Bouguetaya (2011) c'est en parvenant, en effet, à maintenir un ratio risque / rentabilité adéquat que l'audit interne crée de la valeur. Ainsi, Arroua (2009) précise dans son article la nécessité de la part des dirigeants, de mettre en place dans leur organisation, une culture entrepreneuriale, permettant de responsabiliser également les employés sur la prévenance et la gestion des risques. Ce qui constitue la faillite de nombreuses organisations en facilitant la survenance des diverses crises financières concernaient la recherche de rentabilité, bien souvent au dépens de procédés mis à disposition afin de détecter des risques. Il est primordial d'avertir les parties prenantes des entreprises aux risques pouvant survenir au sein des organisations, mais également aux moyens d'actions possibles afin de les traiter et d'améliorer les performances.

Une fonction d'audit efficace n'est pas seulement la maîtrise des risques possibles pouvant survenir, mais aussi l'amélioration des performances des administrations publiques. Cela justifie la transversalité de l'audit.

Relative à la comptabilité ou à la finance de l'organisation, elle embrasse aujourd'hui la gestion des risques, le management, la gestion des ressources humaines, l'informatique, le marketing ou bien encore les processus de production (Icolare, 2012).

De plus, comme le souhaitent Holt et Dezoort (2009), un rapport d'audit interne peut, quand il est présenté comme un document complémentaire participe à l'amélioration de la confiance ressentie des investisseurs potentiels ou des autres parties prenantes et la vérification de la prise en compte des recommandations de l'auditeur par l'entreprise auditée, afin de pallier aux éventuels risques au cas échéant. Pour cela, l'auditeur interne est souvent perçu comme intervenant en support à l'audit externe.

L'existence des fonctions de l'audit n'est plus à démontrer parce qu'elles permettent à l'audit d'apporter d'une réelle plus-value à l'entreprise. En effet, l'audit externe se focalisant sur la gestion financière (vérifier les états financiers et les informations comptables), l'audit interne de par sa position privilégiée au sein de l'organisation, peut se permettre d'agir de façon plus opérationnelle et plus pro-active, puisque présent continuellement, PWC (2009).

Jost et al. (2012) démontrent dans leur article les éventualités de création de valeur au moyen d'illustrations et d'exemples concrets. Ainsi, l'audit interne agrée la révélation des lacunes des systèmes et procédés des administrations publiques en général dans leur gestion et en particulier les éventuels conflits d'intérêt. Afin de maintenir l'attention sur les buts de l'organisation, les auteurs privilégient l'importance de la définition et de l'accaparement de la notion d'intégrité de la part des membres de l'organisation, ainsi que la nécessité d'une supervision adéquate de la direction ou de toute autre personne ou département responsable,

Notons que l'objet de l'audit n'est pas de bloquer le recours à la comptabilité créative parce qu'il n'est pas une opération de vérification suite à des suspicions, mais il contribue bien à accroître la prouesse de l'entreprise à travers la maîtrise des risques, l'amélioration des processus de gestion et la maintenance d'un système de contrôle efficace ou d'optimiser le management des ressources financières au sein des administrations publiques.

Fort de cela, on peut noter que l'audit interne tente de sauvegarder sa justesse et son rendement à travers un management de qualité des ressources financières des administrations publiques devenu illimité à la seule dimension financière de l'administration publique mais s'étend aussi aux domaines économique et stratégique. Au regard de cette littérature, nous pouvons formuler cette première hypothèse que voici :

Hypothèse 1 : L'inefficacité de l'audit interne impacte négativement la gestion des ressources financières dans les administrations publiques du Bénin.

1.2.2 Contrôle des comptes administratifs et financiers en administration publique

Le contrôle des comptes internes est une étape de l'audit où les équipes effectuent les textes ou principes et font des contrôles substantifs jugés nécessaires. Si le contrôle est l'effort, il peut être suffisant de faire une revue succincte des comptes (sauf en ce qui concerne la clôture de l'exercice). Si le contrôle est faible, alors il est nécessaire de renforcer les textes, c'est-à-dire de multiplier le pointage afin de faire un examen détaillé des comptes et d'obtenir une mesure des risques en cours. Les étapes d'un programme de travail d'audit consistent en la réalisation successive de procédures destinées à recueillir des éléments de preuves.

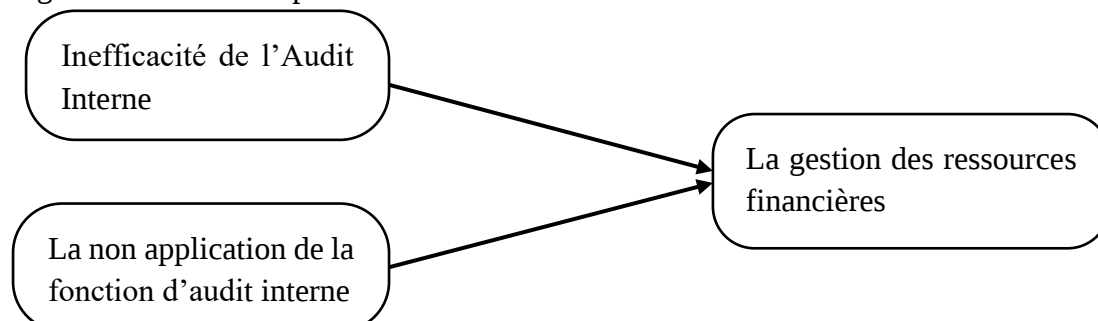
En fait, la recherche de preuve exige six catégories principales (Mikol, 1999). A priori, afin de produire une démarche d'audit de qualité, c'est leur combinaison et leur regroupement qui s'incombe. Listons alors la vérification physique des comptes, la vérification sur document (valider les mouvements ou les soldes des comptes à partir des pièces comptables), les confirmations directes ou circularisations, les demandes d'explication auprès de la direction permettent de juger du caractère raisonnable des options de comptabilisation prise par l'entreprise.

L'audit constitue un système de contrôle des états financiers, des modes et procédures de gestion, par les dirigeants des organisations publiques ou privées afin que des soupçons d'opportunismes sur les différentes gestions soient levés grâce aux travaux de vérification de l'auditeur. Ce dernier sert de contrepouvoir à tout comportement opportuniste. La profession d'audit est assurée par des commissaires aux comptes et expert-comptable. Il est indispensable pour toutes administrations publiques ou privées d'instituer l'opération d'audit externe malgré l'existence en son sein d'un service d'audit interne pour vérifier si les résultats obtenus correspondent aux résultats prévus, tout ceci instaure au sein d'une administration les bonnes pratiques de management des ressources. Considérant la gestion optimale dans son acception managériale la plus simple c'est-à-dire l'approche classique et traditionnelle regroupant l'efficacité et l'efficience, nous pouvons émettre la deuxième hypothèse suivante :

Hypothèse 2 : *La non application de la fonction d'audit interne a une influence négative sur la gestion des ressources financières dans administrations publiques du Bénin.*

L'exploration des travaux antérieurs nous a permis d'établir le modèle adapté à notre recherche ci-après :

Figure 1 : Modèle adapté à notre recherche



Source : Issus de la littérature, 2022

2. Méthodologie de la recherche

2.1 Outils de collecte des données

Ce travail évoque une démarche méthodologique rigoureuse devant permettre une maîtrise des risques. Mais au-delà de ce dénominateur commun, il n'y a pas de signification unanimement partagée de l'audit interne. À partir des divergences rencontrées en entretiens, nous avons élaboré quatre catégories principales d'acceptions de l'audit interne, dont les discours sur l'audit interne se rapprochent plus ou moins. Nous nommons l'audit interne comme le contrôle de gestion, l'inspection, le contrôle interne ou l'audit externe. Ce sont des formes d'audit interne qui sont l'une ou l'autre au sein des administrations publiques béninoises. Ainsi, dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons utilisé la méthode analytique, fondée sur la technique documentaire, le questionnaire, les entretiens directs, l'analyse des rapports d'audits.

Dans notre travail, l'entretien s'est fondamentalement déroulé de septembre à octobre 2021 auprès de 15 responsables (Directeurs de l'Administration et des Finances, Chefs services d'audit interne) par la méthode de seuil de saturation. Ces derniers nous ont fourni des informations générales sur la gestion des ressources financières, quelques statistiques et les directives à prendre afin de bien mener mon étude. Par ailleurs, nous nous sommes rapprochée des professionnels externes que sont les experts comptables et les commissaires aux comptes pour bien cerner les réalités auxquelles ils sont confrontés au cours de leur mission respective et pour savoir comment l'audit interne peut influencer la gestion des ressources financières.

2.2 Caractéristique de l'échantillon

La collecte des données auprès des administrations publiques béninoises a été effective à partir d'un questionnaire élaboré et administré à 90 personnes ciblées par la méthode des quotas (Thietart et al, 2014) et par convenance dans les administrations publiques.

Le questionnaire traite de l'importance de l'audit interne et son influence sur toute l'administration publique. De plus, le questionnaire évoque des aspects techniques d'audit dans les administrations publiques du Bénin à savoir la fonction d'audit, les raisons de disposer d'un service d'audit et la qualité de l'auditeur interne et leur niveau de compétence professionnelle, d'indépendance et d'objectivité.

Les questions ouvertes ont permis de recueillir des données qualitatives, non seulement les questions dichotomiques mais notamment les variables explicatives sont des variables qualitatives (degré d'importance de l'audit interne, la mise en application de la fonction d'audit interne, l'efficacité du contrôle interne, l'efficacité de l'audit interne, l'existence d'une procédure donnant suite aux recommandations du service d'audit interne, les documents

accessibles aux auditeurs, ...). Enfin, pour faire face aux contraintes liées aux occupations professionnelles des répondants, le questionnaire a été administré par la technique qui consiste à une rencontre avec l'enquêté sur son lieu de travail, et ensuite soumettre ce dernier à l'enquête. Chaque questionnaire rempli nous est parvenu entier, ce qui nous a permis de vérifier la régularité des réponses.

2.3 Méthode de traitement et d'analyse des données

La question de la validité et de la fiabilité de la recherche se pose autant pour les recherches dites quantitatives que qualitatives. Certains auteurs (Gephart, 2004 ; Pratt, 2008) parlent d'ailleurs plus volontiers de qualité, de crédibilité d'une recherche qualitative plutôt que de validité et fiabilité. Pour ce fait, nous avons opté pour l'utilisation de logiciels d'analyse statistique tels que SPSS pour le traitement des données. L'analyse des données a été faite par la régression, l'analyse bivarriée et les tests de khi-deux pour faire ressortir les liens existant entre les variables. De plus, ces logiciels nous ont permis d'avoir une bonne appréciation des résultats et leur capacité de fournir un maximum d'informations exploitables pour valider les hypothèses de recherche. L'interprétation se réfère à la recherche de sens et de l'implication des instruments de recherche afin de faire des inférences et d'en tirer des conclusions.

2.4 Mesure des variables et spécification du modèle

La revue de littérature nous a amené à émettre deux hypothèses de recherche à partir desquelles trois variables explicatives sont identifiées. Il s'agit de « audit interne et de la fonction de l'audit interne ». La première variable explicative qui est efficacité de l'audit interne fait la nuance entre l'existence de l'audit interne ou toute forme de contrôle dans les administrations publiques. Les travaux de l'audit visent aujourd'hui la réalisation de la performance, l'efficacité et l'efficience, beaucoup plus que la vérification des processus comptables et par conséquent le management des ressources financières dans les administrations publiques (Bécour et al, 2008). Nous avons également considéré une deuxième variable mesurant le fonctionnement de l'audit interne dans les administrations publiques. Comment l'audit interne fonctionne dans ses administrations béninoises ? C'est cette question nous a permis d'identifier quelques sous variables qui sont l'importance de l'audit interne, l'application de l'audit interne, l'accessibilité de documents aux auditeurs, l'activité en plein temps de la fonction d'audit interne et le dépôt effectif des rapports d'audit.

2.4.1 Conditions de validation des hypothèses : Test de dépendance des variables

Pour valider les hypothèses, nous avons spécifié et estimé un modèle économétrique de probabilité afin de déterminer les facteurs qui expliqueraient significativement la probabilité

qu'il ait une bonne gestion des ressources financières de l'Etat. Dans cette étude, le score moyen attribué à chaque variable sera comparé à la note 3 qui exprime le niveau moyen d'approbation des répondants ou le niveau moyen d'une de ces variables explicatives (l'audit interne et la fonction de l'audit interne) et le management des ressources financières. Lorsque la moyenne est supérieure à 3, on peut conclure que globalement selon le cas, lorsqu'elle sera inférieure à 3, on dira alors qu'il s'agit de la variable expliquée. Le test est significatif lorsque la P-value observée est inférieure au seuil de 5%.

Pour ce qui est des liens entre les variables indépendantes prises individuellement et la variable dépendante, le test de khi-deux de Pearson a été utilisé pour étudier ces possibilités de liens. Il a été donc question d'effectuer un test d'indépendance pour vérifier la possibilité de liaison entre ces variables afin d'émettre une éventuelle hypothèse de lien entre la variable dépendante et chacune des variables indépendantes. Il y aura dépendance lorsque la valeur du P-value est inférieure à 5%, sinon les deux variables sont indépendantes (Evrard, 2003 ; Sogbossi, 2009).

1.4.2 Spécification du modèle et seuil de validation des hypothèses

La variable que nous cherchons à expliquer est une variable dichotomique qui prend la valeur 1 s'il y a un management des ressources financières de qualité et 0 sinon. Dans les modèles où la variable expliquée prend la valeur 0 ou 1, l'estimation linéaire n'est pas tout à fait appropriée car les valeurs prédites peuvent être en dessous de 0 et au-dessus de 1, ou compris entre les deux.

De même, la défaillance de la variance de la variable expliquée peut conduire à des estimations de mauvaises qualités lorsqu'on utilise les MCO (Moindres Carrés Ordinaire).

L'inadéquation des modèles linéaires amène à modéliser, non pas la variable dépendante elle-même, mais la probabilité qu'elle prenne la valeur 1 ou 0. Cette variable y dépend linéairement d'un certain nombre de variables explicatives X : $y = \beta'X + \varepsilon$ avec :

- y la variable expliquée ou dépendante (Management des ressources financières) ;
- X les variables explicatives ou indépendantes ;
- ε le terme d'erreur ;
- β' le multiplicateur des variables explicatives ou indépendantes.

Dans le modèle (1), ε est le terme stochastique. La méthode d'estimation de ce modèle résulte de l'axiome faite sur la répartition de ce terme ε . Si les variables telles que : efficacité de l'audit interne et la mise en application de la fonction d'audit sont significatives et impactent

positivement la probabilité d'assurer le management des ressources financières dans nos administrations publiques, alors on confirme respectivement les hypothèses N°1, N°2.

3. Résultats et implications de l'étude

3.1 Présentation et interprétation des données

Au bout du compte, telles qu'elles ont été décrites dans les contributions antérieures, les évolutions structurelles et fonctionnelles des institutions engagées dans le contrôle administratif ne sont guère douteuses. La cartographie des interprétations des principales notions utilisées sur cette thématique fait apparaître plusieurs champs d'analyse. Il s'agit de croiser le management des ressources financières aux autres variables explicatives de notre étude.

Tableau n°1 : Tableau croisé Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées * Degré d'importance de l'audit interne

Pensez-vous les RF sont-elles bien gérées ?	Degré d'importance de l'audit interne					Total
	Très faible	Faible	Moyen	Elevé	Très élevé	
Non Effectif	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	4 66,7%	2 33,3%	6 100,0%
Oui Effectif	13 15,5%	6 7,1%	7 8,3%	53 63,1%	5 6,0%	84 100,0%
Total	13 14,4%	6 6,7%	7 7,8%	57 63,3%	7 7,8%	90 100,0%

Source : Résultats de nos enquêtes, 2022

De ce tableau, il ressort que parmi les responsables de l'ensemble des administrations publiques présentes au Bénin qui ont affirmé que les ressources financières sont bien gérées, 63,1% ont confirmé que cela est dû à l'importance significative de l'audit interne, contre une minorité soit 36,9% qui ont confirmé que la qualité du management de ces ressources est partiellement lié à l'importance de l'audit interne.

Tableau N°2 : Tableau croisé Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées * Mise en application de la fonction d'audit interne ?

			Mise en application de la fonction d'audit interne		Total
			Oui	Non	
Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées ?	Non	Effectif %	6 100,0%	0 0,0%	6 100,0%
	Oui	Effectif %	83 98,8%	1 1,2%	84 100,0%
Total		Effectif %	89 98,9%	1 1,1%	90 100,0%

Source : Résultats de nos enquêtes, 2022

De ce tableau, il ressort que parmi les responsables de l'ensemble des administrations publiques présentes au Bénin qui ont affirmé que les ressources financières sont bien gérées, 98,8% ont

dit que cela est dû à la mise en application de la fonction d'audit, contre une minorité soit 1,2% qui ont affirmé que la probabilité d'être sûr que les ressources financières de l'Etat sont partiellement liées avec la mise en application de la fonction d'audit. Par contre parmi ceux ayant affirmé que ces ressources sont mal gérées, 100% ont confirmé que cela est dû à la mise application de la fonction d'audit.

Tableau N°3 : Tableau croisé Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées * Pensez-vous que le fonctionnement de ce dispositif est-il appréciable ?

			Pensez-vous que le fonctionnement de ce dispositif est-il appréciable ?		Total
			Oui	Non	
Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées ?	Non	Effectif %	0 0,0%	6 100,0%	6 100,0%
	Oui	Effectif %	73 86,9%	11 13,1%	84 100,0%
Total		Effectif %	73 81,1%	17 18,9%	90 100,0%

Source : Résultats de nos enquêtes, 2022

De ce tableau, il ressort que parmi les responsables de l'ensemble des administrations publiques présentes au BENIN qui ont affirmé que les ressources financières sont bien gérées, 54,8% ont confirmés que cela est Dû à une existence d'une procédure permettant de donner suite aux recommandations du service d'audit interne, contre une minorité soit 45,2% qui ont affirmé que cela est dure à l'inexistence d'une procédure permettant de donner suite aux recommandations du service d'audit interne. Par contre parmi ceux ayant affirmé que ces ressources sont mal gérées, 100% ont confirmés que cela est dû à l'inexistence d'une procédure permettant de donner suite aux recommandations du service d'audit interne.

Tableau N°4 : Tableau croisé Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées * Existe-t-il une procédure permettant de donner suite aux recommandations du service d'audit interne ?

			Existe-t-il une procédure permettant de donner suite aux recommandations du service d'audit interne?		Total
			Oui	Non	
Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées ?	Non	Effectif %	0 0,0%	6 100,0%	6 100,0%
	Oui	Effectif %	46 54,8%	38 45,2%	84 100,0%
Total		Effectif %	46 51,1%	44 48,9%	90 100,0%

Source : Résultats de nos enquêtes, 2022

De ce tableau, il ressort que parmi les responsables de l'ensemble des administrations publiques au BENIN qui ont affirmé que les ressources financières sont bien gérées, 54,8% des répondants

ont confirmé qu'il existe un processus capable de donner suite aux instructions du service d'AI, contre une minorité soit % qui ont affirmé que cela est dû au non accès des documents par les auditeurs. Par contre parmi ceux ayant affirmé que ces ressources sont mal gérées, 100% ont confirmé que cela est dû au-faite que tous les documents sont accessibles aux auditeurs.

Tableau N°5 : Tableau croisé Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées * La fonction d'audit est-elle leur activité en plein temps?

			La fonction d'audit est-elle leur activité en plein temps?		Total
			Oui	Non	
Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées	Non	Effectif %	6 100,0%	0 0,0%	6 100,0%
	Oui	Effectif %	80 95,2%	4 4,8%	84 100,0%
Total		Effectif %	86 95,6%	4 4,4%	90 100,0%

Source : Résultats de nos enquêtes, 2022

De ce tableau, il ressort que parmi les responsables de l'ensemble des administrations publiques présentes au BENIN qui ont affirmé que les ressources financières sont bien gérées, 95,2% ont confirmé que cela est dû au-faite que la fonction d'audit est une activité en plein temps, contre une minorité soit 4,8% qui ont affirmé que cela est dure au-faite que la fonction d'audit n'est pas une activité en plein temps. Par contre parmi ceux ayant affirmé que ces ressources sont mal gérées, 100% ont confirmé que cela est dû au-faite que la fonction d'audit est une activité en plein temps.

Tableau N°6 : Tableau croisé Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées * Les rapports d'audits sont-ils déposés ?

			Les rapports d'audits sont-ils déposés ?		Total
			Oui	Non	
Pensez-vous que les RF sont-elles bien gérées	Non	Effectif %	4 66,7%	2 33,3%	6 100,0%
	Oui	Effectif %	70 83,3%	14 16,7%	84 100,0%
Total		Effectif %	74 82,2%	16 17,8%	90 100,0%

Source : Résultats de nos enquêtes, 2022

De ce tableau, il ressort que parmi les responsables de l'ensemble des administrations publiques présentes au BENIN qui ont affirmé que les ressources financières sont bien gérées, 83,3% ont confirmés que cela est dû au dépôt des rapports d'audit, contre une minorité soit 16,16% qui ont affirmé que cela est dure au non dépôt des rapports d'audits. Par contre parmi ceux ayant

affirmé que ces ressources sont mal gérées, 66,7% ont confirmés que cela est au dépôt des rapports d'audit contre 33,3% qui affirment que cela est dû au non dépôt des rapports d'audits. Se soumettre périodiquement à un regard extérieur, d'expert neutre, à la fois exigeant et bienveillant, qui jauge la conformité des pratiques, sous la forme d'un audit externe certifiant le respect du référentiel international d'audit interne permet de s'assurer que l'ensemble du dispositif fonctionne de manière efficiente, aide à progresser et donne un haut niveau de confiance à l'audit interne. Les normes, très orientées vers l'efficacité voire la rentabilité, structurent encore assez peu leur savoir et leur expertise. La seule exception concerne les cas où le droit positif rencontre des principes déontologiques proches des normes professionnelles.

3.2 Analyse bivariée entre les variables explicatives et celle expliquée

Il s'agit d'analyser les résultats des tests de Khi-deux entre variables explicatives et dépendante.

Tableau 7 : Management des ressources financières et degré d'importance à l'audit interne

Manag_RF	Deg_imp_audit_interne					Total
	1	2	3	4	5	
0	6 6.67	0 0.00	4 4.44	9 10.00	2 2.22	21 23.33
1	7 7.78	8 8.89	11 12.22	27 30.00	16 17.78	69 76.67
Total	13 14.44	8 8.89	15 16.67	36 40.00	18 20.00	90 100.00

Pearson chi2(4) = 7.8715 Pr = 0.096

$$P=0,096 > 0,05$$

Source : Résultats de nos enquêtes, tests statistiques, 2022

L'analyse des résultats de khi-deux nous montre que la probabilité p calculée pour tester la liaison entre le management des ressources financières et le degré d'importance à l'audit interne n'est pas significatif au seuil de 5%. D'où le management des ressources financières n'est pas en relation avec le degré d'importance à l'audit interne.

Tableau 8 : Management des ressources financières et efficacité de l'audit interne

Manag_RF	Eff_audit_interne		Total
	1	2	
0	12 13.33	9 10.00	21 23.33
1	42 46.67	27 30.00	69 76.67
Total	54 60.00	36 40.00	90 100.00

Pearson chi2(1) = 0.0932 Pr = 0.760

$$P=0,760 > 0,05$$

Source : Résultats de nos enquêtes, tests statistiques, 2022

L'analyse des résultats de khi-deux nous montre que la probabilité p calculée pour tester la liaison entre le management des ressources financières et l'efficacité de l'audit interne n'est pas significatif au seuil de 5%. D'où le management des ressources financières n'est pas en relation avec l'efficacité du contrôle interne.

Tableau 9 : Management des ressources financières et la mise en application de la fonction d'AI

Manag_RF	Fonot_audit_interne		Total
	1	2	
0	6 6.67	15 16.67	21 23.33
1	38 42.22	31 34.44	69 76.67
Total	44 48.89	46 51.11	90 100.00

Pearson chi2(1) = 4.5251 Pr = 0.033

$$P=0,033 < 0,05$$

Source : Résultats de nos enquêtes, tests statistiques, 2022

L'analyse des résultats de khi-deux nous montre que la probabilité p calculée pour tester la liaison entre le management des ressources financières et la mise en application de la fonction d'audit interne est significatif au seuil de 5%. D'où le management des ressources financières est en relation avec la mise en application de la fonction d'audit interne.

Tableau 10 : Management des ressources financières et documents accessibles aux auditeurs

Manag_RF	Doc_auditeurs		Total
	1	2	
0	11 12.22	10 11.11	21 23.33
1	46 51.11	23 25.56	69 76.67
Total	57 63.33	33 36.67	90 100.00

Pearson chi2(1) = 1.4149 Pr = 0.234

$$P=0,234 > 0,05$$

Source : Résultats de nos enquêtes, tests statistiques, 2022

L'analyse des résultats de khi-deux nous montre que la probabilité p calculée pour tester la liaison entre le management des ressources financières et les documents accessibles aux auditeurs n'est pas significatif au seuil de 5%. D'où le management des ressources financières n'est pas en relation avec les documents accessibles aux auditeurs au seuil de 5%.

Tableau 11 : Management des ressources financières et Dépôt des rapports d'audit

Manag_RF	Dep_rapport_audit		Total
	1	2	
0	17 18.89	4 4.44	21 23.33
1	52 57.78	17 18.89	69 76.67
Total	69 76.67	21 23.33	90 100.00

Pearson chi2 (1) = 0.2812 Pr = 0.596

$$P=0,593 > 0,05$$

Source : Résultats de nos enquêtes, tests statistiques, 2022

L'analyse des résultats de khi-deux nous montre que la probabilité p calculée pour tester la liaison entre le management des ressources financières et le Dépôt des rapports d'audit n'est pas significatif au seuil de 5%. D'où le management des ressources financières n'est pas en relation avec Dépôt des rapports d'audit au seuil de 5%.

3.3 Analyse des résultats d'estimation

Les recherches effectuées nous permettent ici de procéder à la validation des hypothèses émises. Pour analyser la contribution des variables significatives à la probabilité de tomber en impayé, nous avons estimé leurs effets marginaux.

Tableau 12 : Effets marginaux

variable	dy/dx	Std. Err.	z	P> z	[	95% C.I.	]	X
IDeg~3*	.2686977	.085	3.16	0.002	.102106	.435289	.182927	
IDeg~4*	.2547323	.10915	2.33	0.020	.040797	.468668	.439024	
IDeg~5*	.2362277	.08269	2.86	0.004	.074163	.398292	.219512	
IPro~2*	-.7548191	.17871	-4.22	0.000	-1.10508	-.404558	.158537	
_IEf~r_2*	-.130202	.10477	-1.24	0.214	-.335546	.075142	.402439	
_IEf~t_2*	-.0360288	.12125	-0.30	0.766	-.273682	.201624	.390244	
_IFon~_2*	-.1392465	.10006	-1.39	0.164	-.33537	.056877	.47561	
IDoc~2*	-.2009877	.12242	-1.64	0.101	-.440924	.038949	.329268	
_IFon~a2*	.1507867	.10144	1.49	0.137	-.04804	.349613	.256098	
IDep~2*	.0327606	.11355	0.29	0.773	-.189787	.255309	.243902	

(*) dy/dx is for discrete change of dummy variable from 0 to 1

Source : Résultats de nos enquêtes, tests statistiques, 2022

De l'analyse des résultats d'estimation nous retenons ce qui suit :

- ✓ le degré d'importance ; la fonction d'audit interne ,activité en plein temps et le dépôt des rapports d'audits influent positivement la probabilité d'être sûr que les ressources

financières de l'état sont bien gérées au sein des administrations publiques. Tandis que la non existence d'une procédure donnant suite aux recommandations du service d'audit interne, l'inefficacité du contrôle interne, l'inefficacité de l'audit interne et la non application de la fonction d'audit impacte négativement la probabilité d'être sûr que les ressources financières de l'état sont bien gérées au sein des administrations publiques.

- ✓ De plus l'inefficacité de l'audit interne et le non application de la fonction d'audit au sein d'une administration publique diminue respectivement la probabilité d'être sûr que les ressources financières de l'état sont bien gérées de 3,60% et 13,92%. Par conséquent les hypothèses H1 et H2 sont toutes confirmées.

3.4 Discussion des résultats : Importance de l'audit interne dans l'administration

L'audit dans les administrations publiques renforce la structure de gouvernance par l'examen des rapports émanant des organismes et des programmes gouvernementaux et portant sur la performance et programmatique, et par le contrôle de conformité aux règles et aux objectifs de celles-ci. Il favorise la reddition de compte au public en donnant accès aux informations sur les résultats produits par l'administration ou sa performance aux parties prenantes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ou à l'Etat. Les représentants élus ou nommés et les gestionnaires ont la responsabilité de donner le ton approprié et de définir les objectifs.

De plus, les dirigeants ont le devoir d'évaluer les risques et d'établir des contrôles efficaces pour atteindre ses objectifs et éviter les risques. Ces auditeurs du secteur public évaluent dans quelle mesure ces initiatives ont réussi et font le rapport à ce sujet. Toutes ces démarches stratégiques et informationnelles de l'audit interne et de contrôle améliorent la qualité du management des ressources financières de ses administrations publiques.

Nos résultats ont révélé que les audits qu'il soit interne ou externe ou simplement l'inspection d'un niveau que cela soit permettent de détecter et de prévenir la corruption publique notamment la fraude, les irrégularités ou les abus et tout autre mésusage du pouvoir et les crédits alloués à ses administrations publiques du Bénin. Dans ces administrations publiques, les agents de carrière d'audit (les auditeurs) surveillent l'efficacité de la structure de contrôle de la direction afin de cerner et de juguler les conditions propices à la corruption et du détournement du denier public.

Nos résultats sont similaires aux travaux des auteurs (Kurt, 2011 ; Visscher et Petit, 2002 ; Berger et al, 1985). Ceux-ci ont contextuellement montré l'importance de l'audit interne dans les administrations publiques et évalué son degré d'influence sur la gestion des ressources de

l'Etat. Dans de nombreuses régions du monde, les auditeurs du secteur public sont également tenus de prendre des mesures à l'égard des allégations de corruption soulevées. Les services d'audit interne facilitent la prise de décision après évaluation des programmes et des politiques, communiquent les informations sur les meilleures pratiques de référence et recherchent horizontalement au sein des administrations ou organismes publics et verticalement entre les divers niveaux des organes gouvernementaux les possibilités d'emprunter des fonds ou de signer des accords de prêts, d'adapter ou de modifier les pratiques de gestion. Les directions d'audit interne ne sont pas nombreuses au Bénin, mais l'Etat béninois dispose des services d'inspection au niveau de chaque ministère en dehors des délégués de contrôle financier qui agissent en la matière.

3.5 Implications managériales et théorique de la recherche

Sur le plan managérial, nous proposons aux administrations publiques béninoises trois (03) phases élémentaires pour conduire les missions d'audit interne et de recommander la création d'une cellule d'audit interne au sein des administrations publiques béninoises. En dehors des textes et principes, l'Etat doit faire le choix d'adapter, à ses spécificités, sous la responsabilité du comité d'harmonisation de l'audit interne, les normes internationales et celles de l'Institut français de l'audit et du contrôle internes : objectifs, cartographie des risques, préparation de la mission, déroulé, documentation des recommandations (preuve des constats), restitution, contradiction, plan d'action et suivi des recommandations. Les services d'inspection ou de contrôle doivent donc se doter de corpus de règles spécifiques à l'audit interne, qui complètent leurs corpus de réglementation. S'agissant des trois phases proposées, on a : i) phase de préparation : Cette phase est basée sur la détection des faiblesses, elle exige des auditeurs de forte capacité d'interprétation, de maîtrise et de formation. Elle exige également une bonne connaissance de l'entreprise, en sollicitant l'aptitude à apprendre et à comprendre. ii) phase de réalisation : Cette phase fait beaucoup plus d'appels aux capacités d'observation, de dialogue et de communication. Les principaux points à analyser sont comme la réunion d'ouverture et le travail sur le terrain et enfin iii) phase de conclusion : A cette dernière phase, l'auditeur doit élaborer et présenter son produit après avoir rassembler tous les éléments de sa récolte en rédigeant un rapport complet, conclusif, écrit et final appelé « rapport d'audit interne ». Cette étape finale se décompose en projet de rapport d'audit, en rapport d'audit et en réunion de clôture.

La contribution théorique de cette recherche réside dans le fait qu'elle permet d'éclaircir la contribution de l'interne sur la performance des entreprises notamment sur le management des

ressources financières. Cependant, elle a permis de passer à une vérification de la relation entre l'inefficacité de l'audit interne et le management des ressources financières d'une part et de l'effet de la non application de l'audit interne sur le management des ressources financières d'autre part. Ainsi, il faut préciser qu'en matière d'implication, cette recherche ne permet que de mettre une lumière sur la participation de l'audit interne sur la mobilisation des ressources financières dans les administrations publiques plus précisément celles du Bénin.

Conclusion

Ce travail a porté sur l'audit interne et le management des ressources financières dans les administrations publiques au Bénin. L'audit interne est un outil qui permet à l'administration publique d'atteindre ses cibles en examinant, par une approche systématique et méthodique, ses méthodes de management des ressources financières et des risques, de contrôle et en faisant des suggestions pour intensifier sa productivité. De nombreuses raisons ont conduit pareillement l'État béninois à créer les missions d'audit interne au sein des inspections ministérielles. Au terme des résultats de ce travail, il ressort que l'inefficacité de l'audit interne et la non application de la fonction d'audit interne ont un effet négatif sur le management des ressources financières dans les administrations publiques du Bénin.

Nous retenons que l'audit interne peut favoriser l'amélioration de la gestion des ressources financières dans les administrations publiques au Bénin en évaluant les systèmes de management, de contrôle interne et de gestion financière de celles-ci, en donnant des recommandations et des conseils. L'effet de l'audit interne sur le management des ressources financières peut être accrue grâce au respect scrupuleux des recommandations des auditeurs par les opérationnels, et aussi par un suivi permanent de l'application de ses recommandations d'audits ou d'inspections. Pour maintenir les degrés de pertinence et d'adéquation, le contrôle interne doit faire l'objet d'évaluations régulières, c'est le rôle de l'audit interne qui maintient que les dispositifs de contrôle interne sont efficaces. Nous comprenons que notre recherche souffre de certaines limites. Il s'agit de l'absence d'une théorie spécifique et une littérature peu abondante sur le cœur de notre interrogation, inscrivent notre effort dans une perspective quasiment confirmatoire. Notre travail est dès lors une étape préalable à une investigation précise de l'influence de l'audit interne sur le management des ressources financières dans les administrations publiques béninoises. D'autres variables internes de l'audit interne peuvent être identifiées pour juger la pertinence de la gestion efficace des ressources financières de l'Etat. La taille de notre échantillon peut s'avérer sobre, ce qui caractériserait de limites à ce travail. Les quelques limites dégagées peuvent faire lieu de nombreuses pistes de recherche. Ainsi, cette

recherche ne constitue simplement que la première pierre d'un édifice qui reste à construire, individuellement ou collectivement, tant que les opportunités de recherche sont nombreuses.

BIBLIOGRAPHIE

Abdennebi, A. B. (2020). Contribution à l'étude des faiblesses du système de contrôle interne : Déterminants de divulgation et de correction dans le contexte tunisien. Gestion et management. Université de Reims Champagne-Ardenne. Français. fftel-03140198f

Arroua, O. (2009), Comment le contrôle interne peut-il créer de la valeur ? ISACA.

Becour, J. C. et Bouquin, H. (2008). L'audit opérationnel : contrôle de gestion, gouvernance et performance. Economica, pp.6-26

Berger, B., Kirschen, S. and Co (1985), Rapport RTBF, Systèmes d'information et de contrôle.

Boța-Avram, C., (2008). Adding Value : The Significant Substance Of Internal Audit. International Journal Of Business Research, 8(3), 134-138.

BOUGUETAYA, S. (2011): « L'audit interne, facteur de performance dans l'entreprise », Mémoire de fin d'étude, Université de la Méditerranée Aix-Marseille II.

Boullanger, H. (2013). L'audit interne dans le secteur public. Revue française d'administration publique, 14, 1029-1041

Cohen, A. G. (2010), la nouvelle gestion publique : Concepts, outils, structures, bonnes et mauvaises pratiques, 3^{ème} édition.

Dayan, A. (1999), Manuel de Gestion, Paris ELLIPSES/AUF.

Holt, T. P. et DeZoort, T. (2009). International Journal of Auditing, 13 (1), 61-77,

Iacolare, V. (2012). L'audit à valeur ajoutée pour dynamiser l'entreprise, JDN, l'économie de demain. <http://www.journaldunet.com/management/expert/51081/l-audit-avaleur-ajoutee-pour-dynamiser-l-entreprise.shtml> (Consulté le 01/06/2015).

IIA (2011), International Audit's Role in Integrated reporting Assurance, Audit, Praticce Government Leadership Risque Terminology, 2nd Edition

Jost S., Moinat G. et Cavallero, G. (2012). Valeur ajoutée et contrôle interne dans le secteur public, Quelques illustrations issues de la pratique. L'expert-Comptable Suisse, numéro 9, p.638

KAGHO NANDA, D. F. (2009) : « Contribution de l'audit interne à la performance financière des entreprises : cas des banques camerounaises », Mémoire de Master en Administration des Entreprises, Université Catholique d'Afrique Centrale

Kahn, W. A. (2001). Holding environments at work. *Journal of Applied Behavioral Science*, 37(3), 260-279.

KPMG (2011). Les missions du comité d'audit : aide-mémoire. <https://www.kpmg.com/FR/fr/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Documents/2011-ACI-Aide-memoire-Banque.pdf> (Consulté le 04/05/2015).

Kurt, R. (dir.) (2011). Manuel d'audit interne « améliorer l'efficacité de la gouvernance, du contrôle interne et du management des risques », traduit de « Internal auditing : assurance

Mikol, A. (1999). Les audits financiers, comprendre les mécanismes du contrôle interne, p.208

OCED, (2004). Principles of corporate governance, Organization for Economic co-operation and development publication (<http://www.oecd.org/data/oecd32.18.31.557724>). 17-24

Pratt, J. (2008). Scandinavian exceptionalism in an era of penal excess, *British Journal of Criminology*. 48, 119-137

PwC (2009), Business upheaval: Internal audit weighs its role amid the recession and evolving enterprise risks, State of the internal audit profession study', London: PricewaterhouseCoopers.

Raffebeau, J., Dubois, F. et Menoville (1984), L'audit opérationnel, coll. QUE SAIS-JE? p.7.

Renard, J. (2013), Théories et pratiques de l'audit interne, Septième édition. Editions d'Organisation, Groupe Eyrolles.

Roth, J. (2003), How do Internal Auditors Add Value ? *Internal Auditor*.

Sarens, G., Allegrini, M., D'Onza, G. et Melville, R. (2011). Are internal auditing practices related to the age of the internal audit function ? : Exploratory evidence and directions for future research. *Managerial Auditing Journal*, 26(1), 51 – 64.

Sillero, A. (2000), Audit et révision légale, Guide pratique, Préface de D. LEDOUBLE

Sogbossi, B. (2009), « Vulnérabilité des petites entreprises face à la non lisibilité de l'environnement : entre un comportement planifié et opportuniste » 11ème Journées scientifiques du réseau entrepreneuriat INRPME-AUF-AIREPME 27 au 29 Mai 2009

Sterck F, Poorter L, Schieving F (2006) Leaf traits determine the growth-survival trade-off across rain forest tree species. *Am Nat* 167(5) :758–765

Thietart R-A. (2014), Méthodes de recherche en management, 4è édition ;

Togodo Azon, A. (2020). Facteurs d'influence de la qualité de l'audit interne dans les organisations publiques. *Revue internationale des sciences de l'organisation*, n°9, 73-104.

Visscher, C. et Petit, L. (2002). L'audit interne dans l'administration publique : un état des lieux dans les ministères fédéraux. *Pyramides*, n°5 , 73-100.

Vlaminick, H. (1979), *Histoire de la comptabilité*, éd. Pragmos, Paris, p. 17